

La fin de l'euro ou la revanche de l'Histoire (I/III) : une monnaie sans nation



Article rédigé par *Laurent Ottavi*, le 25 septembre 2015

ETUDE | L'euro a été mis en place dans un esprit de dépassement des Etats-nations, et d'émergence d'une nation européenne qui n'existait et n'existe toujours pas. Il apparaît aujourd'hui comme une monnaie suspendue dans le vide, soutenue en premier lieu par les pays du Nord qui en ont bénéficié jusqu'ici mais ne souhaitent pas payer *ad vitam aeternam* pour leurs voisins du Sud. Sur le terrain, la persistance des réalités nationales se traduit par des divergences économiques et politiques rendant l'euro de plus en plus difficile à gérer en l'absence de solidarité européenne et du fédéralisme qu'elle implique. La Grèce a en été une nouvelle fois l'illustration ces derniers mois. C'est la revanche de l'Histoire, qui sonne le glas de la monnaie unique.

DANS UNE AMBIANCE MOROSE, liée aux plans d'austérité et à leurs conséquences sociales dans les pays du Sud, les autorités européennes ont fêté en 2014 les quinze ans de la monnaie unique. Celle-ci avait été créée officiellement en 1999 pour onze pays ^[1], comme monnaie scripturale, avant d'entrer dans les porte-monnaie des citoyens concernés trois ans plus tard.

En France, l'adoption de l'euro était ardemment souhaitée par les classes dirigeantes, économiques, médiatiques et politiques, qui voyaient en elle, non seulement une promesse de croissance, de plein emploi et d'harmonisation sociale, mais surtout « le plus petit dénominateur commun de l'Europe » pour reprendre l'expression employée par le publicitaire Jacques Séguéla ^[2].

Le peuple, qui avait approuvé le traité de Maastricht du « bout des lèvres » ^[3] quelques années plus tôt, ne partageait pas pareil enthousiasme. Il avait déjà fallu lui mentir en 1992 : François Mitterrand lors du débat télévisé qui l'opposait à Philippe Séguin avait prétendu à tort que « nos institutions nationales seraient entièrement respectées ... parfaitement maintenues », ce qui était faux dans l'immédiat puisqu'il fallut réviser la Constitution. Le traité, de plus, était bancal, en l'absence d'un gouvernement économique européen. Il était donc clair, dans l'esprit des européistes français, que Maastricht serait suivi de nouvelles pertes de souveraineté.

L'organisation d'un référendum sur l'adoption de la monnaie unique, pourtant promise par Jacques Chirac, fût écartée. Une réponse négative du peuple français aurait jeté le discrédit sur la quasi-totalité de la classe politique et des faiseurs d'opinion ^[4].

La sortie de l'euro aurait les mêmes conséquences aujourd'hui. Elle ferait basculer bien des sièges sur lesquels sont assis ceux qui, depuis au moins deux décennies, prétendent diriger sans assumer pour autant la responsabilité du pouvoir inhérente aux charges gouvernementales. C'est pourquoi la monnaie unique est encore un sujet dont on peut difficilement débattre en France ^[5]. D'une certaine façon, la « crise » est arrivée

trop tôt pour qu'elle soit appréhendée avec pragmatisme, c'est-à-dire avant le renouvellement d'une classe politique compromise dans la création de l'euro.

Comme l'a montré un [sondage IFOP](#) pour le *Figaro*, le peuple français regrette son ancienne monnaie et l'Europe d'avant Maastricht, mais craint la sortie de l'euro que ces mêmes classes dirigeantes présentent comme une catastrophe. Il rejoint de ce point de vue les pays d'Europe du Sud ayant subi les plans dits de sauvetage (Grèce, Portugal, Italie, Espagne).

Des brèches, cependant, ont commencé à briser ce consensus. En 2013, un livre préconisant le retour à l'escudo, *Porque devemos sair do Euro*, de l'économiste João Ferreira do Amaral est arrivé en tête des ventes au Portugal. Un sondage pour le quotidien *Il Messaggero* d'il y a un an estimait que les Italiens étaient une majorité à vouloir quitter la monnaie unique.

De leur côté, les peuples du Nord de l'Europe, à commencer par les Allemands, ne souhaitent pas payer pour les cigales du Sud qu'ils jugent irresponsables. C'était le sens de la déclaration en 2012 du ministre finlandais des affaires étrangères au *Daily Telegraph*, à savoir que « les dirigeants européens devaient se préparer à l'éclatement de la zone euro ».

Loin d'apporter la convergence, la monnaie unique a en réalité instillé la divergence des économies, « l'autonomisation » des fonctionnaires de Bruxelles et de Francfort, et la discorde entre les peuples. Au point qu'elle crée aujourd'hui les conditions de sa propre destruction.

1e partie - LE DEFAUT D'ORIGINE : UNE MONNAIE SANS NATION

1/ La création de l'euro

L'euro fut créé dans un contexte idéologique et géopolitique lié à la fois au rapport des élites françaises à la souveraineté nationale, à celui entre les intérêts américains et la construction européenne, et aux conséquences de la chute du mur de Berlin.

a/ Les élites françaises et la souveraineté

Les socialistes et les démocrates-chrétiens, partisans du fédéralisme, voyaient dans la création de la monnaie unique une avancée majeure de la « construction européenne », dans la lignée de projets que le général de Gaulle avait autrefois enrayés, avec les communistes d'abord en faisant échouer la CED (1954), puis seul par sa politique d'indépendance nationale.

L'Europe du Général

Il avait fallu tout le génie du fondateur de la Vème République pour restituer à la France, absente lors de la conférence de Yalta lors de laquelle se décidait le partage de l'Europe entre les Alliés, une place à la table des grands en tant que puissance souveraine comme elle ne l'avait plus été, disait-il, depuis 1918. L'Europe était pour lui le « levier d'Archimède » de la puissance française, afin qu'elle redevienne « ce qu'elle avait cessé d'être depuis 1815 : la première au monde ».

L'échec du Plan Fouchet qui allait dans le sens d'une « Europe européenne », c'est-à-dire reposant sur les nations souveraines (Allemagne, Italie, France, Benelux) et inféodée à aucun des deux blocs, empêcha le

général de Gaulle de mener à bien les desseins français. Le traité de l'Elysée qui s'y substituait, mais ne concernait plus que la France et l'Allemagne, était ratifié par le Bundestag, le parlement allemand, après avoir été vidé de sa substance par un préambule faisant allégeance à l'allié américain.

En 1972, l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun, acceptée par Georges Pompidou pour contrebalancer la puissance de la RFA, portait un nouveau coup aux projets du Général.

La victoire du « parti de l'étranger »

Les fédéralistes refermèrent rapidement la parenthèse gaullienne pour continuer leur œuvre. En 1979, sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing, Simone Weil prenait la présidence du parlement européen. Jacques Chirac, dans son célèbre [appel de Cochin](#), avait brocardé quelques semaines plus tôt le « parti de l'étranger », c'est-à-dire l'UDF qui se fonderait plus tard avec le RPR dans l'UMP. L'État, affaibli par le carcan européen, était engagé sur le chemin de l'impuissance. La décentralisation aggravait encore le mal : l'État était progressivement vidé de sa substance par le haut et par le bas.

L'orléanisme l'emportait sur le bonapartisme, au point que Jacques Chirac lui-même se prononçait en faveur du traité de Maastricht (1992), sans doute pour obtenir le soutien des centristes lors de la prochaine campagne présidentielle. Sa décision était lourde de conséquence puisqu'elle fit pencher la balance, de même que celle de Valéry Giscard d'Estaing vingt ans plus tôt avait permis au « non » de l'emporter sur les gaullistes.

Il y avait toujours eu un parti de l'étranger en France. Après le traumatisme de la première guerre mondiale, les élites françaises s'étaient arrimé au pacifisme anglais, laissant Hitler prospérer jusqu'à devenir une menace pour l'Europe. Ce fût ensuite la collaboration, puis la guerre froide. Régis Debray peu avant Maastricht dénonçait ainsi l'« aptitude des dégoûtés du patriotisme à épouser le nationalisme le plus puissant : nos communistes ont longtemps cultivé le nationalisme soviétique comme nos libéraux le nationalisme américain ^[6] ». Maastricht était la soumission à la puissance allemande et aux États-Unis.

En France, on faisait l'éloge du couple franco-allemand. De l'autre côté du Rhin, on évoquait un partenariat. Les premiers étaient romantiques et fédéralistes ; les seconds pragmatiques et patriotes.

Les heures-sombres-de-notre-histoire

L'histoire était réécrite au service de cette finalité post-nationale. Jean-Pierre Chevènement a montré dans son dernier ouvrage ^[7], comment une lecture idéologique de la première guerre mondiale, non plus vue comme la volonté de l'impérialisme allemand d'imposer son hégémonie en Europe mais comme le déferlement des nationalismes, a contribué au nom du « *plus jamais ça* » à légitimer la construction d'une Europe privée de ses assises nationales.

Le devoir citoyen des jeunes générations était de racheter la faute morale de leurs aînés par la construction d'États-Unis d'Europe qui empêcherait l'équation mortelle souveraineté = guerre de faire de nouveaux ravages sur le vieux continent ^[8]. « L'Europe c'est la paix » disait François Mitterrand, oubliant un peu vite l'arme nucléaire américaine et l'équilibre entre les deux blocs.

La révolte des élites

Les classes dirigeantes, en abandonnant le cadre national, coupaient ainsi le pays de son héritage monarchique, c'est-à-dire des rois qui ont fait la France par l'État, mais aussi républicain et révolutionnaire. L'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est on ne peut plus clair : « Le principe de

toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

La souveraineté et la nation étaient même doublement attaquées dans la mesure où aucun référendum n'était organisé depuis Maastricht pour donner une onction démocratique aux nouveaux abandons de pouvoirs. Le peuple était mis devant le fait accompli : les transferts de « compétences » nourrissaient la crise économique et politique qui elle-même pour être résorbée nécessitait de nouveaux traités.

Jacques Chirac présenterait certes, en 2005, le projet de constitution européenne devant les Français mais les parlementaires l'imposeraient sous la forme du traité de Lisbonne trois ans plus tard. L'Union européenne deviendrait ainsi emblématique de ce que l'historien et sociologue Christopher Lasch a appelé la *Révolte des élites* ^[9].

Les communistes, jusqu'à leur entrée dans le gouvernement de la gauche plurielle ^[10], et les gaullistes s'opposèrent en vain à cet effacement de la souveraineté nationale — et par là du politique — qui est aujourd'hui total. La France ne fait plus ses lois ^[11], n'est plus indépendante en matière de paix et de guerre depuis son entrée dans l'OTAN, bien sûr ne bat plus monnaie ^[12] et n'est plus maître de son budget depuis le vote du TSCG (traité « merkozy » ratifié par le parlement sous le mandat de François Hollande) en septembre 2012 ^[13].

b/ La politique américaine et la construction européenne

Le rêve fédéral des élites françaises faisait ainsi le jeu américain.

Non pas que les États-Unis aient souhaité la constitution d'une Europe politique. Leur objectif était au contraire de neutraliser le politique dans une Europe économique, à la fois en brisant les souverainetés nationales, dans lesquelles les États-Unis voyaient la cause des guerres, mais aussi en rejetant la création utopique d'un super-État ^[14].

L'économiste libéral Friedrich Hayek, cité par Cédric Durand dans son livre *En finir avec l'Europe*, l'avait ainsi exprimé : « La fédération devra posséder le pouvoir négatif d'empêcher les États individuels d'interférer avec l'activité économique, bien qu'elle n'ait pas le pouvoir d'agir à leur place ^[15]. »

Les pays européens, en restant au milieu du gué, ne pouvaient pas se livrer au bloc de l'Est dans la mesure où les Américains tenaient les organisations européennes dans leur main et que celles-ci rendaient impossible une politique économique socialiste. Ils ne pouvaient pas non plus créer une puissance rivale des États-Unis, comme le général de Gaulle le souhaitait.

L'Europe économique contre l'Europe puissance

L'Allemagne jouait un rôle clé dans le dispositif américain pour des raisons géographiques évidentes, mais aussi politiques et économiques.

Son « miracle » d'après-guerre reposait sur l'ordolibéralisme, c'est-à-dire essentiellement la concurrence libre et non faussée et la stabilité des prix. L'Europe était pour elle un moyen d'étendre à ses voisins ce modèle dont elle tirait puissance, comme le déclarait en 1959 Ludwig Erhard, ministre de l'économie de la

RFA de 1949 à 1963 et considéré comme le père de ce miracle économique : « Pour moi, l'intégration européenne n'est qu'un premier stade dans l'élimination de toutes les barrières douanières du commerce international^[16]. »

Les intérêts américains et ceux des Allemands concernant l'Europe étaient donc convergents : la préférence communautaire leur serait sacrifiée. La réunification et la fin de l'URSS ne ferait que confirmer cette association privilégiée, que Bush résumerait d'une formule au chancelier Kohl, *Partnership in leadership* (« partenaires dans le *leadership* »).

Marché et monnaie uniques

L'Acte Unique (1986), négocié par le président de la Commission européenne Jacques Delors avec Helmut Kohl, était la réalisation de cette politique américaine. L'Europe devenait une vaste zone de libre-échange, par la libre circulation des capitaux, des biens et des hommes mettant en concurrence sociale et fiscale les États. « L'acte Unique, se réjouirait Margareth Thatcher, donne une substance réelle au traité de Rome et [...] ravive sa finalité libérale, libre-échangiste et dérégulatrice ^[17]. »

Ce marché dit « unique » était cependant encore incomplet aux dires de la Commission européenne. Elle estima qu'une monnaie elle aussi « unique » était son « complément indispensable ». Le rapport Emerson (1990), que le député européen Georges Berthu avait analysé en détail dans un livre paru en 1998 ^[18], en fût la parfaite illustration.

L'euro ne menacerait pas plus l'hégémonie du dollar que l'Europe était censée, dans les discours des hommes politiques, nous apporter puissance et prospérité.

c/ La réunification allemande et la nouvelle donne européenne

La création de la monnaie unique, si elle était une rupture en se substituant aux monnaies nationales, s'inscrivait aussi dans une continuité, l'arrimage du franc au mark –monnaie parmi les plus surévaluées du monde.

Mitterrand et le SME

En 1983, la France faisait partie du système monétaire européen, un cadre moins rigide que celui de la monnaie unique puisque les dévaluations étaient possibles mais les marges de fluctuation étaient encadrées autour d'un cours pivot (+ ou — 2,25%). Il répondait, après le serpent monétaire européen (1972), au flottement des monnaies consécutif à la fin du système de Bretton Woods (1971).

François Mitterrand devait affronter un dilemme : sortir du SME pour appliquer sa politique économique ou rester dans le SME et se conformer aux objectifs allemands de lutte contre l'inflation. Jacques Attali rapporte ces propos du président de la République : « Je suis partagé entre deux ambitions : celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale. Le SME est nécessaire pour réussir la première, et limite ma liberté pour la seconde ^[19]. »

Mitterrand choisit le SME, c'est-à-dire la monnaie chère qui rend moins coûteuses les importations et renchérit les exportations, rendant ainsi plus difficile la vente de nos produits à l'étranger et décourageant l'investissement. La France le paya en termes de délocalisations et de chômage. Jean-Pierre Chevènement, en désaccord avec cette politique, démissionna pour la première fois d'un gouvernement socialiste.

L'Empire du milieu de l'Europe

En 1989-1990, la réunification allemande modifie les rapports de force en Europe. L'Allemagne était déjà une grande puissance économique à l'Ouest, mais, par son extension à l'Est du continent, elle constituait ce que Jean-Michel Quatrepoint appelle « l'Empire du milieu de l'Europe », c'est-à-dire qu'elle acquérait une position stratégique exceptionnellement avantageuse lui permettant de reconstituer sa zone d'influence perdue en 1945. Elle en tirerait le meilleur profit, notamment grâce à l'élargissement de l'Union Européenne qu'elle imposait alors à la France. Berlin, située au centre de cette nouvelle Europe, redeviendrait en 1999 la capitale de l'Allemagne.

Face à ces changements, François Mitterrand envisageait la monnaie unique comme un moyen d'arrimer l'Allemagne à l'Europe de l'Ouest ^[20] – et de lui enlever par la même occasion son mark que le président français comparait à une arme atomique — comme la France elle-même était arrimée à l'Allemagne par sa politique du franc fort.

La réunification allemande était pourtant encore loin d'être faite. Le chancelier Kohl ferait tout pour la réaliser. Il demandait au président français d'accélérer le calendrier concernant la mise en place d'une Union économique et monétaire ainsi qu'un nouveau traité, qui deviendrait le traité de Maastricht. Ces projets, écrivait-il dans sa lettre au président français, répondaient à des « raisons de politique intérieure ^[21] ».

Comme l'a montré Marie-France Garaud, cette expression prend tout son sens au regard de l'Histoire.

De Bismarck à Kohl

La jeune Allemagne, très diverse, s'était forgée contre la France révolutionnaire et napoléonienne ^[22]. Otto von Bismarck avait ensuite réalisé l'unité ^[23] autour de la Prusse par trois guerres, notamment celle contre Napoléon III. Contrairement à la France « une et indivisible », l'Allemagne devenait « une et plurielle ». Les différences entre *Länder* étaient et resteraient en effet bien plus importantes que celles entre les provinces françaises. Chaque Land a aujourd'hui sa propre constitution.

La puissance allemande, rendue possible par l'unité, rivalisait avec l'anglaise ; ce qui amenait finalement à la Première guerre mondiale. Adolf Hitler reprenait le flambeau dans les années 1930 et 1940. Il reconstituait un Empire allemand, lui-même vaincu par les Alliés en 1945. Au sortir de la guerre, le pays fût coupé en quatre comme convenu à Postdam, puis en deux RFA/RDA selon une frontière qui n'avait d'ailleurs rien d'incohérente. Depuis la chute d'Hitler, l'Allemagne n'avait donc plus d'État digne de ce nom.

Le chancelier Kohl allait y remédier. Comme Bismarck avant lui, il devait trouver un élément d'unification pour pallier la pluralité allemande. Ce n'étaient plus « le fer et le sang », mais la monnaie unique dans une Europe de Maastricht conforme à ses intérêts et rappelant la diversité de son peuple ^[24].

Elle redevenait ainsi « *une et plurielle* » dans un cadre européen qu'elle avait façonné, en fixant les règles du jeu à Maastricht et en imposant l'élargissement vers les pays de l'Est, quand les autres pays la perdaient.

Elle la retrouvait d'autant plus, que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe veillait scrupuleusement au respect de la loi fondamentale allemande, laquelle prime sur les traités alors qu'en France ils étaient constitutionnalisés ^[25]. Dans un arrêt rendu le 30 juin 2009, les Sages de Karlsruhe estimerait que l'Union européenne ne peut pas être démocratique dans la mesure où il n'existe pas de peuple (*démós*) européen.

La libéralisation complète des mouvements de capitaux souhaitée par l'Allemagne ^[26] provoqua des désordres monétaires (spéculation sur les taux de change) qui emportèrent le Système monétaire européen (1993). Les partisans de la monnaie unique y virent une justification supplémentaire à la création de l'écu, pas encore appelé euro, qui apporterait la stabilité. « Tout s'est passé, écrit l'économiste Jacques Sapir, comme si l'Allemagne avait voulu par les limites qu'elle imposa au SME rendre attractive uniquement l'idée de monnaie unique ^[27]. »

Le chancelier Kohl en faisant de l'Europe un moyen au service d'une finalité nationale avait posé, avec un grand sens tactique, les fondations d'un nouvel Empire. L'Union européenne, c'était l'Allemagne en grand et la France y serait vassalisée.

Quand, en 2013, la Commission européenne jugerait nécessaire de taxer les panneaux photovoltaïques chinois pour protéger le marché communautaire, l'Allemagne s'y opposerait pour ne pas mettre en péril ses bonnes relations commerciales avec la Chine et obtiendrait gain de cause ^[28].

Le numéro de téléphone de l'Europe, qu'on cherchait en vain jadis, serait désormais connu de tous. Ce serait celui d'Angela Merkel, ancienne protégée de Helmut Kohl.

2/ L'absence de zone monétaire optimale

L'euro, malgré les motivations lui ayant donné naissance, n'en reste pas moins un instrument économique, qui impose une même politique monétaire à des économies hétérogènes. Or toute monnaie unique polarise les richesses dans les régions les plus compétitives, au détriment des zones périphériques.

Loin d'apporter la convergence, la monnaie unique fait donc diverger les économies. On a notamment observé ce phénomène en Italie : le Mezzogiorno s'est désindustrialisé au profit du Nord.

Divergences

Pour que l'euro soit un succès, il faudrait qu'il s'applique à une zone monétaire optimale, telle qu'elle a été définie par le prix Nobel d'économie Robert Mundell, d'ailleurs favorable à l'union économique et monétaire européenne, puis par Ronald McKinnon et Peter Kenen. Plusieurs conditions doivent être remplies :

- Une homogénéité entre les économies pour faire face aux crises qu'on ne peut plus résoudre par le taux de change. Or les taux d'inflation, expression de différences culturelles, ne sont pas les mêmes en Europe. Les salaires minimum, les structures d'exportation et de production, non plus. On pourrait multiplier les indicateurs.
- Une forte mobilité de la main d'œuvre. Les différences de langues et de cultures font qu'elle n'existe pas en Europe. Il n'y a pas de marché du travail unique, mais des marchés nationaux. La mobilité des salariés est trois fois moins élevée qu'aux États-Unis ^[29]. Les travailleurs ne se déplacent pas vers les lieux où se trouvent le plus d'emplois malgré la libre circulation des personnes. Autrement dit, comme l'écrit l'économiste Jean-Jacques Rosa, « le chômeur de Naples ne va qu'exceptionnellement chercher du travail à Madrid, Strasbourg ou Berlin ^[30] ».
- Robert Mundell estimait que les États-Unis n'étaient pas une zone monétaire optimale, mais ils remplissaient cette troisième condition qui permet au dollar d'être adapté à la réalité économique. Il s'agit de

l'intégration budgétaire : les États les plus prospères (par exemple le Texas) financent les autres (le Michigan) via la redistribution opérée par le gouvernement central. Quand le président de la Commission européenne, Roy Jenkins, avait proposé sans succès en 1977 la création d'une monnaie unique, il ajoutait qu'il faudrait créer parallèlement un budget communautaire équivalant à 10% du PIB des pays membres ^[31]. Or le budget de l'Union européenne est de seulement 1% du PIB contre 20% pour le budget fédéral américain (60% des dépenses publiques sont fédérales) ^[32].

Pour illustrer ce propos, l'économiste Paul Krugman, prix Nobel, compare l'Irlande et le Nevada, les deux ayant subi l'éclatement d'une bulle immobilière avec pour conséquence une récession qui a fait augmenter le chômage. Le Nevada a été soutenu par le gouvernement fédéral. L'Irlande, de son côté, écrit-il, « ne pouvait compter sur personne pour renflouer ses banques, payer retraites et couverture sociale alors que ses revenus sont sensiblement réduits » ^[33].

Une construction inachevée

Les partisans de la monnaie unique les plus lucides et les plus honnêtes admettaient que la construction d'un toit politique permettant ces rééquilibres entre les États serait indispensable par la suite pour que l'euro fonctionne. Jacques Attali, là encore, l'a écrit : « Il n'y a pas de monnaie unique sans nation ^[34] », c'est-à-dire sans ce qui rend possible la solidarité et la circulation des travailleurs. Il faisait le pari, comme de nombreux européistes français et conformément à l'essentialisme monétaire auquel Mundell lui-même s'était rallié ^[35], que l'harmonisation sociale et le fédéralisme s'imposeraient ^[36], sans quoi la zone euro demeurerait une zone monétaire incomplète.

Margaret Thatcher, elle aussi, avait très bien compris les enjeux soulevés par la monnaie unique. En 1990, elle expliquait que l'euro, sur lequel l'Allemagne aurait la main, créerait des déséquilibres qu'il faudrait compenser par des transferts financiers massifs entre les pays et de vastes mouvements migratoires.

L'Angleterre proposait l'alternative de la monnaie commune comme instrument pour les transactions internationales qui permettait de conserver la souveraineté monétaire des pays. Le RPR s'était également rallié à cette position avant de changer son fusil d'épaule ^[37]. Philippe Séguin dans son mémorable discours devant l'Assemblée nationale démontrait pourtant le danger que constituait la monnaie unique pour l'Europe en ceci qu'elle revenait à rééditer l'erreur des années 1930. Les premiers pays à s'être défaussés de l'étalon-or étaient en effet ceux qui s'en étaient le mieux sortis ^[38].

En l'absence de nation européenne, la monnaie unique s'avéra un système d'une extrême rigidité, qui servait la mise en concurrence fiscale et sociale des États, amorcée depuis longtemps et particulièrement depuis l'Acte Unique, dans la mesure où ils ne pouvaient plus regagner en compétitivité par la dévaluation. Le seul ajustement possible restait le travail ^[39]. La construction de l'euro répondait donc bien de ce point de vue à des objectifs libéraux ^[40], et elle était d'ailleurs souhaitée par le grand patronat. Alors que la priorité était à la protection des marchés intérieurs menacés par la concurrence déloyale et à la refonte du système monétaire international mettant un terme à l'hégémonie du dollar, les pays européens se sont créés des difficultés supplémentaires.

3/ L'euro est un mark

Le grand patronat, en l'occurrence, jouait contre les intérêts nationaux. Si la monnaie unique était une idée française, il s'avérait un succès allemand, au prix de quelques concessions outre-Rhin comme l'entrée des

« pays du club Med » ^[41] dans la zone euro. En 1994, Wolfgang Schäuble et Karl Lamers avaient en effet proposé de rejeter les pays du Sud, ce à quoi la France avait répondu par un refus motivé par des raisons essentiellement culturelles et politiques. D'un point de vue économique, elle aurait encore plus souffert de l'euro.

Pendant que la France et les autres pays du Sud sacrifiaient leurs monnaies nationales, l'Allemagne abandonnait son mark, symbole de son redressement d'après-guerre, au profit d'un euromark lui assurant une puissance économique en Europe. L'euro était à la fois la conséquence et la cause de la puissance allemande.

L'ordolibéralisme dans les traités

Elle était la grande architecte de Maastricht. Dans le marbre du traité, elle faisait graver deux objectifs qui correspondaient au modèle de la Bundesbank, la banque centrale allemande, et plus largement à l'ordolibéralisme : la « stabilité de la monnaie », c'est-à-dire la lutte contre l'inflation et pour la rente au détriment de celle contre le chômage, et l'indépendance de la banque centrale. Contrairement à ses homologues anglaise et américaine, la BCE — dont le siège se trouve à Francfort — était donc programmée pour mener une politique monétaire restrictive.

Vingt ans plus tard, elle devrait faire fonctionner la planche à billet pour parer à l'effondrement des pays du Sud de la zone euro, mais sans pour autant faire de la croissance une priorité.

La volonté de l'Allemagne de lutter contre l'inflation tient à l'histoire et aux circonstances. Elle gardait en mémoire, non seulement le souvenir de l'hyperinflation de la République de Weimar, mais surtout la spoliation des épargnants de 85% de leurs dépôts en 1949 pour créer le Deutsche Mark ^[42]. Contrairement à ce qui est parfois écrit dans les journaux, c'est la déflation qui avait porté Hitler au pouvoir et non pas l'inflation.

D'autre part, l'Allemagne souffrait d'un grave déclin démographique : le taux de fécondité était de 1,45 en 1990. Il est de 1,43 en 2014 et l'immigration ne parvient pas à compenser sa perte de population. En luttant contre la hausse des prix, l'Allemagne, protégeait l'épargne de son peuple ; ses excédents commerciaux servaient de leur côté au financement des futures retraites. La financiarisation de son économie au détriment de l'industrie se faisait aussi dans une telle optique ^[43].

La surévaluation de l'euro par rapport au franc

La banque centrale était une Bundesbank, le mark la monnaie de référence et l'Europe était en excédent commercial. La BCE serait par conséquent une « machine à surévaluer » par rapport au franc et aux autres monnaies des pays du Sud, pour reprendre l'expression que l'économiste Gérard Lafay avait employée lors d'un colloque organisé par *Liberté politique* ^[44] avant la disparition des monnaies nationales. Le mark à l'inverse serait sous-évalué.

En 2008, c'est-à-dire en pleine crise, l'euro atteindrait même le pic de 1,60 dollar. Il favoriserait ainsi, comme le franc fort avant lui, les délocalisations, le chômage et il découragerait l'investissement. Une dévaluation de l'euro serait demandée à plusieurs reprises par les gouvernements français, mais l'Allemagne, qui n'y a pas intérêt, la refuserait toujours.

Le taux de change est revenu à des niveaux acceptables pour l'économie française au début de l'année 2015, sans pour autant régler le problème de l'hétérogénéité économique entre les pays membres de la zone euro auquel seule une nation européenne, comme il a été dit précédemment, pourrait remédier.

En 1997, Le pacte de stabilité était venu compléter le système. Il ne faisait pas partie du traité de Maastricht, bien qu'il en reprenne les critères (taux d'inflation maximum, déficit public annuel inférieur à 3% du PIB, dette publique inférieure à 60% du PIB), mais du traité d'Amsterdam. Il devait permettre une gestion rigoureuse des finances publiques, sous peine de sanctions, et une convergence des économies européennes avant la création de l'euro mais aussi après. Malgré la croissance rendue possible par la hausse du dollar, les critères ne furent pas respectés dans tous les pays sans conséquence cependant pour l'adoption de la monnaie unique. C'est l'Allemagne elle-même, qui subissait encore le coût de la réunification, et la France qui passeraient outre ces critères ensuite.

La grande aventure de l'euro promise par les classes dirigeantes était lancée et elle était parée des plus belles promesses. Les débats soulevés lors de sa création, qu'il s'agisse de la surévaluation, de la zone monétaire optimale ou de l'hégémonie allemande, ressurgiraient pourtant quinze ans plus tard dans la mesure où le défaut originel, celui d'une monnaie sans nation, n'avait pas été réglé. Entre-temps, la zone euro connut une période de déclin ^[45], à contre-courant des dynamiques mondiales.

Le rêve laissait place à la désillusion.

Laurent Ottavi

Prochain article :

2002-2009 : Divergences Nord-Sud (II/III)

[1]. Allemagne, Espagne, France, Autriche, Belgique, Finlande, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Italie, Irlande. La Grèce adopte la monnaie unique en 2001. Sept autres pays encore intégreront la zone euro[1]. après 2002.

[2]. « Les lois, les fiscalités, les coutumes, les langues sont différentes. L'euro, c'est désormais le plus petit dénominateur commun de l'Europe » *Les Echos*, octobre 2001.

[3]. Selon l'expression de Charles Pasqua. Le « oui » obtint 51%, ce qui représente un peu plus du tiers des inscrits.

[4]. *Le Monde diplomatique*, dans un dossier daté de janvier 2012 « quand l'euro enflammait les salles de rédaction », a montré à quel point ces élites ont souhaité la création de la monnaie unique. Un sondage paru en 1998 estimait que 57% de Français y étaient favorables mais ils étaient 66% à se dire mal informés et 30% à ne pas savoir que l'euro remplacerait les monnaies nationales.

[5]. D'autant plus que le Front national, devenu le premier opposant au système, en a fait une priorité dans son programme.

[6]. Régis Debray, *À demain de Gaulle*, Folio, 1990.

[7]. Jean-Pierre Chevènement, *1914-2014 : l'Europe sortie de l'histoire ?*, Fayard, 2014.

[8]. On retrouve cette vision chez Jean Monnet. Il déclare dans son discours devant le National Press Club à Washington le 30 avril 1952 : « Depuis mille ans la souveraineté nationale s'est manifestée en Europe par le développement du nationalisme et par de vaines et sanglantes tentatives d'hégémonie d'un pays sur les autres. »

[9]. En 2004 Jean-Claude Trichet déclarait devant une commission du Parlement européen : « I am not a french man. » Avant d'être président de la Banque centrale européenne, il avait été à la tête de la banque de France l'un des défenseurs les plus zélés de la « politique du franc fort ».

[10]. Voir Aurélien Bernier, *La Gauche radicale et ses tabous*, Seuil, 2014.

[11]. La grande majorité des lois françaises est en fait européenne. En 2004, elles l'étaient à 81, 6% selon une étude du ministère allemand de la Justice.

[12]. La monnaie en Grèce archaïque, lorsqu'elle fit son apparition lors de la seconde moitié du VII^{ème} siècle avant J-C, servit d'abord à affirmer l'indépendance de la cité, plutôt qu'à apporter des bienfaits économiques. La divinité protectrice de la cité et le nom de celle-ci y figuraient. Lorsque les capétiens battaient monnaie, à plus de dix siècles d'intervalle, ils affirmaient aussi leur pouvoir sur les féodaux pour l'unité du royaume. De Gaulle, en 1944, s'oppose aux « billets AMGOT » au nom de l'indépendance nationale. La monnaie est donc éminemment politique. Battre monnaie est l'un des quatre attributs de l'Etat selon Jean Bodin.

[13]. Voir sur l'impuissance des dirigeants français, le livre de Marie-France Garaud, *Impostures politiques*, Plon, 2010.

[14]. Marie-France Garaud, *Impostures politiques*, Plon, 2010.

[15]. F. Hayek "The Economic Conditions of Interstate Federlism" (1939), in *Individualism and Economic Order*, Chicago, University of Chicago Press, 1948, p.271.

[16]. L. Erhard, *La Prospérité pour tous*, Plon, 1959 ; cité dans : F. Dedieu, B. Masse-Stamberger, B. Mathieu, L. Raim, *Casser l'Euro pour sauver l'Europe*, LLL, 2014

[17]. M. Thatcher, *The Downing Street Years*, HarperCollins Publishers, 1993, p.547. Cité dans : F. Dedieu, B. Masse-Stamberger, B. Mathieu, L. Raim, *Casser l'Euro pour sauver l'Europe*, LLL, 2014

[18]. Voir George Berthu, *A chaque peuple sa monnaie*, François-Xavier de Guibert, 1998.

[19]. Jacques Attali, *Verbatim*, LGF, 1986.

[20]. « Clouer la main allemande sur la table » aurait-il dit.

[21]. Sur toutes ces questions, voir le livre de Marie-France Garaud, *Impostures politiques*, Plon, 2010.

[22]. Jean-Paul Bled, *Une Étrange défaite, le piège de Maastricht*, François-Xavier de Guibert, 1998. Voir aussi la biographie écrite par Jean-Paul Bled sur Bismarck : Jean-Paul Bled, *Bismarck*, Perrin, 2011.

[23]. Unité également monétaire. C'est avec lui que naît le mark.

[24]. « L'Europe, résume Marie-France Garaud, constitue la voie quasi exclusive par laquelle l'Allemagne peut, pacifiquement, se constituer en État ». Marie-France Garaud, *Impostures politiques*, Plon, 2010. L'historien Jean-Paul Bled écrit qu'avec le supranationalisme européen, l'Allemagne retrouve la logique impériale qui lui est familière.

[25]. Marie-France Garaud, *Impostures politiques*, Plon, 2010. Depuis 1958, les deux-tiers de la Constitution française ont été modifiés notamment pour y faire entrer le droit européen. Voir : Christophe Beaudouin, *La Démocratie à l'épreuve de l'intégration européenne*, LGDJ, 2013.

[26]. L'Allemagne insisterait pour que la liberté totale des mouvements de capitaux soit inscrite dans le traité de Lisbonne. C'est l'article 63.

[27]. Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012.

[28]. Sa balance commerciale était alors en excédent par rapport à la Chine.

[29]. F. Dedieu, B. Masse-Stamberger, B. Mathieu, L. Raim, *Casser l'Euro pour sauver l'Europe*, LLL, 2014.

[30]. Jean-Jacques Rosa : *L'Euro : comment s'en débarrasser*, Grasset, 2011.

[31]. Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012.

[32]. F. Dedieu, B. Masse-Stamberger, B. Mathieu, L. Raim, *Casser l'Euro pour sauver l'Europe*, LLL, 2014.

[33]. Paul Krugman, *Sortez-nous de cette crise... maintenant*, Flammarion, 2012.

[34]. Jacques Attali, *Candidats, répondez*, Fayard, 2012.

[35]. Au nom de cet essentialisme, l'euro peut fabriquer la zone monétaire dont il a besoin, celle-ci n'étant plus une condition préalable à la création d'une monnaie unique. Voir : Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012.

[36]. Voir l'interview de l'économiste Jacques Généreux sur [Rue 89](#) : « La coopération, la solidarité, c'était justement l'argument principal des partisans de la monnaie unique en 1992 – dont j'étais. Et on pensait que la monnaie unique forcerait les pays membres à aller vers plus d'harmonisation fiscale et sociale et plus de solidarité budgétaire. » Jacques Généreux est aujourd'hui favorable à une sortie de l'euro.

[37]. Philippe Séguin et Charles Pasqua menèrent leur propre combat contre le traité de Maastricht. La fracture ancienne, entre souverainistes et européistes s'imposait clairement dans le cadre d'une campagne référendaire au détriment du clivage gauche/droite. Jean Pierre Chevènement, Philippe de Villiers, Jean-Marie Le Pen, les parlementaires souverainistes du RPR et les communistes s'opposaient aux autres partis.

[38]. Paul Krugman, *Sortez-nous de cette crise... maintenant*, Flammarion, 2012.

[39]. Cédric Durand, dans *En finir dans l'Europe*, cite le rapport Delors : dans le cadre de l'union monétaire « la flexibilité salariale et la mobilité du travail sont nécessaires pour éliminer les différences de compétitivité entre les pays et régions de la communauté ».

[40]. On trouve cependant des libéraux opposés à l'euro, comme l'économiste Charles Gave et le banquier d'affaires, ancien directeur-général du *Figaro*, Philippe Villin pour ne citer qu'eux.

[41]. Les Pays-Bas étaient sur la même ligne que l'Allemagne.

[42]. Jean-Pierre Chevènement, *1914-2014 : l'Europe sortie de l'histoire ?*, Fayard, 2013.

[43]. Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012.

[44]. *L'Euro de tous les risques*, Actes du colloque du 4 Février 1998, F.-X. de Guibert/*Liberté politique*. Ce colloque, d'une flagrante actualité, réunissait de nombreux économistes et hommes politiques, comme Jean-Jacques Rosa, Gérard Lafay, Jean-Pierre Vesperini, Jacques Myard, Philippe de Villiers, Charles Pasqua et Henri Guaino.

[45]. La zone euro connaît le taux de croissance le plus faible de l'OCDE de 2000 à 2007.